

particulier au gouvernement chinois. En effet, l'incitation à la performance du gouvernement chinois, dans un contexte de rivalité renforcée avec les États-Unis, pourrait mener à une validation hâtive de certaines technologies, pouvant poser des problèmes techniques ou éthiques lors de leur utilisation. Et cela d'autant plus que le milieu scientifique aujourd'hui est à la fois très subventionné par l'État, et à la fois la cible de fortes pressions et d'incitations à la performance, ce qui amène parfois à la transmission de résultats approximatifs, surestimés, ou d'informations tout simplement fausses.

Épilogue

Dur commerce

Que la politique étrangère chinoise soit aujourd'hui guidée par des considérations idéologiques est évident. La question n'est plus de savoir si elle est exclusivement pragmatique – elle ne l'est pas –, mais dans quelles mesures les considérations idéologiques analysées dans ce livre résistent – et résisteront – lorsque les intérêts économiques de la Chine sont menacés. En clair, la Chine de Xi Jinping est-elle prête à payer le prix de ses ambitions idéologiques ?

La réponse à cette question n'est pas évidente et ne peut être définitive. Toutefois, plusieurs exemples indiquent que lorsque des enjeux que Pékin considère comme « fondamentaux » sont à l'ordre du jour, l'idéologie politique l'emporte sur les calculs économiques :

- L'adoption de la loi sur la sécurité nationale à Hong Kong à l'été 2020 a été suivie d'une application très stricte, au détriment de l'attractivité économique et financière internationale du territoire¹, et au bénéfice d'autres places financières en Asie, telles que Singapour².

1. Martin Farrer, « Hong Kong : international companies reconsider future in wake of security law », *The Guardian*, 7 septembre 2021.

2. Même si Hong Kong reste une place financière plus importante que Singapour en capitalisation boursière (la bourse hongkongaise se place en 2021 à la sixième place mondiale en capitalisation boursière,

- La politique « zéro Covid » n'a pas été remise en question, même après que son application stricte à Shanghai en 2022 a eu des conséquences économiques majeures non seulement sur le port de la ville, mais sur l'ensemble du pays.
- Les sanctions européennes et américaines liées au Xinjiang, et le refus croissant d'entreprises étrangères d'importer des matières premières ou produits fabriqués au Xinjiang, n'a pas jusqu'à présent amené à un ajustement de la position et de la politique de Pékin concernant la province.
- La Chine n'a jusqu'à présent pas amorcé de distanciation politique ou diplomatique vis-à-vis de la Russie depuis le début de la guerre en Ukraine, même sous la menace de sanctions économiques secondaires.

Ces éléments ne signifient pas que les sanctions n'ont aucun effet, mais que la Chine est, dans certains cas, prête à payer le coût économique de ses objectifs politiques et diplomatiques. La politique étrangère chinoise n'est plus façonnée en premier lieu par l'impératif de croissance économique. De fait, le Parti lui-même indique explicitement que le développement économique n'est pas la première des priorités : ainsi, le texte de la résolution sur l'histoire du Parti, approuvé en novembre 2021 par le sixième plénum du 19^e comité central du PCC liste au premier rang des priorités actuelles « le maintien de

avec plus de 5 430 milliards de dollars de capitalisation et 2 360 entreprises cotées, alors que Singapour ne parvient pas à se hisser dans le top 10 mondial avec 660 milliards de dollars de capitalisation boursière et 700 entreprises cotées), cette dernière attire de plus en plus de capitaux d'origine hongkongaise et de sièges régionaux de multinationales, y compris dans le domaine de la finance. Voir Direction générale du Trésor, « La place financière de Singapour : évolutions et enjeux », 31 mai 2022 ; ainsi que « Singapour, la Suisse de l'Asie », *Le Point*, 28 juillet 2022.

la direction du Parti sur tous les plans », devant « l'application intégrale d'une discipline rigoureuse dans les rangs du Parti », puis celle du « développement économique », parmi d'autres priorités qui suivent¹.

Assurément, la diplomatie chinoise n'est pas hors sol, elle n'est pas qu'idéologie et dogmes. Elle n'est certainement pas dénuée de calculs rationnels. Mais les élans idéologiques ne sont pas que des élans lyriques : ils se traduisent parfois par des élans décisionnels qui surprennent tellement ils peuvent apparaître en contradiction avec les intérêts du pays, que ce soit en matière économique ou d'image. Ainsi, l'expression de cette idéologie politique persiste même lorsqu'elle contribue – dans le cas de la diplomatie des loups guerriers décrite plus haut – à dégrader l'image de la Chine à l'étranger, ou suscite de vives critiques de la part de partenaires économiques majeurs.

Ces élans décisionnels peuvent également surprendre tant ils apparaissent parfois en contradiction avec la réalité des faits. Mais les divergences idéologiques se traduisent également dans le champ de la vérité et du mensonge à travers le rapport qu'entretiennent les gouvernements avec les faits, leur degré d'accommodement avec la réalité, la possibilité pour les fonctionnaires comme pour le reste de la population de questionner le récit officiel. Pour Pékin comme pour Moscou, coler à la réalité des faits n'est pas une exigence. Dans certains cas, le mensonge est officialisé et diffusé largement à l'étranger via des opérations de désinformation précises et coordonnées. Ainsi la Chine a-t-elle

1. L'ordre compte ici. Résolution du Comité central du Parti communiste chinois sur les réalisations majeures et le bilan historique des cent années de lutte du Parti, adoptée le 11 novembre 2021 par le 6^e plénum du XIX^e Comité central du Parti communiste chinois. Texte intégral publié par Xinhua, 16 novembre 2021.

engagé une opération pour tenter de faire croire que la Covid-19 était apparue dans une base militaire américaine – cherchant à faire oublier l’origine chinoise du virus en situant celle-ci aux États-Unis, dans la base militaire de Fort Detrick¹. De même la Russie a déployé des efforts, relayés par leurs partenaires chinois, pour chercher à faire croire à l’existence de laboratoires secrets en Ukraine, où les Américains développeraient des armes biologiques² – parmi d’autres rumeurs visant à faire oublier le déclenchement russe de la guerre. Des théories du complot sont lancées, entretenues et diffusées plus largement sur les réseaux sociaux dans le cadre de stratégies de propagande et de désinformation gouvernementales. Dans les prochaines années, certains États, et en premier lieu la Russie et la Chine, intensifieront probablement leurs stratégies d’utilisation des cautions institutionnelles (organisations internationales, universités, médias, etc.) et humaines (fonctionnaires, chercheurs/scientifiques³, journalistes, etc.) pour diffuser *fake news* et propos complotistes. Dans ce contexte, la perte de confiance entre professions

1. Un schéma de désinformation directement inspiré des méthodes soviétiques, et notamment de la campagne « Infektion », menée en 1983 par le KGB pour accuser les États-Unis d’avoir propagé le Sida, tel que souligné par Paul Charon et Jean-Baptiste Jeanjène Vilmer, « Les opérations d’influence chinoises : un moment machiavélien », IRSEM, septembre 2021.

2. Voir à ce sujet : William Audureau, « Laboratoires américains en Ukraine : aux origines d’une théorie du complot », *Le Monde/Les Décodeurs*, 19 mars 2022.

3. Comme l’URSS avait autrefois utilisé le biologiste allemand Jakob Segal en tant que caution scientifique pour propager à l’international la fausse théorie de l’origine américaine du virus du Sida (opération Infektion mentionnée plus haut). À ce sujet, écouter l’épisode 2 « Sida et KGB : la *fake news* d’une création en laboratoire », du podcast de France Culture « Mécaniques des épidémies » (« Le Sida »), 19 juillet 2022.

intellectuelles russes/chinoises d’une part, et occidentales d’autre part, déjà forte actuellement, risque de s’accroître encore davantage. Plus généralement, les coopérations universitaires et scientifiques parviendront difficilement à dépasser les clivages politiques et géostratégiques profonds.

Les convergences idéologiques entre pays ne sont pas à toute épreuve. Elles ne l’ont jamais été. En 1977, les étudiants chinois chantaient des déclarations d’amitié éternelle, se référant à la solidarité socialiste contre l’ennemi impérialiste commun : « La Chine et le Vietnam sont comme les lèvres et les dents ! » Ce qui n’a pas empêché les forces chinoises d’envahir le nord du Vietnam deux ans plus tard (marquant le début de la guerre sino-vietnamienne de février-mars 1979), en réponse à l’invasion du Cambodge par le Vietnam en 1978. Si certains intérêts économiques peuvent être sacrifiés au bénéfice d’intérêts politiques supérieurs, les convergences idéologiques ne font pas toujours le poids lorsqu’elles entrent en contradiction avec des intérêts géostratégiques concrets. Cependant, la convergence idéologique semble aujourd’hui rejoindre la convergence d’intérêts géostratégiques entre la Chine et la Russie : la volonté de faire front contre l’ennemi commun – l’Occident au sens large – se confirme ces derniers mois et explique en grande partie le refus chinois de condamner l’invasion russe de l’Ukraine. En préparation du XX^e Congrès du PCC, les cadres du Parti ont été convoqués dès l’été 2022 à une série de réunions pour étudier un nouveau manuel expliquant la pensée de Xi Jinping. Dans cette publication officielle de cent cinquante pages sur la « vision globale » du président chinois sur la sécurité nationale, il est explicitement écrit que la Chine doit poursuivre le

renforcement de son partenariat avec la Russie afin de mieux résister aux menaces internationales¹.

Bien sûr, le renforcement de la composante idéologique de la politique étrangère chinoise est étroitement lié à l'arrivée de Xi Jinping au pouvoir. Un retour à davantage de pragmatisme pourrait éventuellement être anticipé dans le cas où un nouveau dirigeant venait à le remplacer à la tête du secrétariat du PCC et à la présidence de la RPC – anticipation très hypothétique puisque la durée du mandat de Xi Jinping n'est actuellement pas connue. Mais même dans ce cas, il est peu probable que la politique étrangère chinoise revienne au niveau de pragmatisme perçu durant l'ère Deng Xiaoping, et ce pour plusieurs raisons :

- La propagande, qui vise à répéter en substance que les États-Unis et l'Occident au sens large sont les grands fauteurs de trouble à travers le monde, finit par être efficace. Même si une partie de la population chinoise ne le pense pas initialement, le martèlement de certains éléments de langage, y compris par des chercheurs et professeurs chinois spécialistes des questions internationales invités à la télévision quotidiennement, finit par entrer dans le langage commun, notamment chez la population jeune/étudiante, qui a grandi avec des manuels scolaires différents de leurs aînés, davantage guidés par le patriotisme et le nationalisme. En outre, le renforcement de l'« histoire du Parti » dans les manuels scolaires pourrait contribuer à asseoir les perceptions du monde défendues par le Parti².

- Xi Jinping a appelé ces dernières années à un retour à une forme d'austérité économique, un mode de consommation moins ostentatoire – déclarations qui pourraient annoncer que la Chine sera plus que jamais prête à payer le prix économique de certaines décisions.
- Le pays a engagé une stratégie de réduction – à long terme – de la dépendance de son économie nationale à l'économie américaine, et plus généralement aux économies occidentales.
- Pékin a engagé une stratégie de réduction – à long terme – de sa dépendance aux technologies étrangères, et développe des moyens de contourner les sanctions primaires et secondaires dans ce domaine.

Tout indique que le renouveau idéologique observé depuis plus de neuf ans se prolongera dans les prochaines années. Ainsi, le XIV^e plan quinquennal a raffermi encore le cadre idéologique, avec la mise en place d'une « nouvelle philosophie du développement » d'influence marxiste. Il appelle également à renforcer encore la discipline au sein du Parti, la « gouvernance stricte », selon les propos de Xi Jinping¹.

Il n'est pas impossible qu'à terme Xi Jinping – qui devrait prolonger sa présidence à l'issue du XX^e Congrès – continue à consolider son pouvoir et le culte de la personnalité qui l'entoure, la discipline au sein du Parti, la surveillance mutuelle au sein de la société. Il continuera alors à se présenter comme un grand penseur marxiste dont il faut apprendre par cœur les discours et suivre à la lettre les directives. Surtout, il n'est pas impossible que le Parti recadre

1. « Xi Jinping met l'accent sur une gouvernance stricte du Parti pour la période du 14^e Plan quinquennal », Xinhua, 25 janvier 2021.

1. Voir notamment à ce sujet Chris Buckley et Steven Lee Myers, « Xi builds a fortress for China, and himself », *The New York Times*, 8 août 2022.

2. « CPC history learning campaign to promote fine Party traditions : official », Xinhua, 23 mars 2021.

encore davantage le secteur privé et limite certaines pratiques des consommateurs (surtout les membres du Parti), et plus généralement les « égarements » d'une société de consommation peu en accord avec la rhétorique marxiste. Le gouvernement chinois actuel semble considérer que l'étape de l'ouverture partielle de l'économie de l'ère de réforme de Deng Xiaoping n'était qu'un détour, certes indispensable pour sortir alors le pays de la pauvreté, mais qui a vocation à rester limité dans le temps – comme l'était en quelque sorte la Nouvelle Politique économique (NEP) de Lénine. À présent que la Chine occupe le rang de deuxième puissance économique, les dirigeants chinois entendent qu'elle reprenne le « droit chemin » du socialisme et cherche plus activement à tendre vers cet idéal communiste que le PCC n'a jamais perdu de vue.

Il n'est pas non plus exclu que le renouveau idéologique visible à l'intérieur du pays le soit également davantage à l'extérieur. Concrètement, cela pourrait se matérialiser par une diplomatie chinoise de plus en plus investie dans la compétition entre systèmes politiques, c'est-à-dire dans la promotion de son système et dans la déstabilisation des systèmes démocratiques. Déjà, entre les États-Unis et la Chine, il ne s'agit pas uniquement d'une compétition pragmatique pour la promotion d'intérêts nationaux divergents, mais bel et bien d'une compétition entre modèles de gouvernance au sens large, dans laquelle la Chine tente de se positionner, en toutes circonstances et crises, comme un exemple à suivre pour les pays émergents.

Il est très peu probable que les dirigeants chinois – et en premier lieu Xi Jinping, s'il est toujours au pouvoir d'ici là – soient disposés à réformer le système de gouvernance du pays, tout comme il est dangereux

de parier sur un affaiblissement structurel de la Chine. Le pays pourrait encore rester compétitif dans de nombreux domaines (politique, diplomatique), mais aussi l'être encore plus dans d'autres domaines dans lesquels il investit massivement à l'heure actuelle (militaire, technologique, spatial, notamment). Ses capacités d'innovation ne doivent ainsi pas être sous-estimées, comme ce fut le cas pendant près de deux décennies concernant ses capacités diplomatiques. Les dirigeants chinois – tels que Hu Jintao – n'étaient pas pris au sérieux lorsqu'ils déclaraient publiquement et officiellement qu'ils souhaitaient restructurer la gouvernance mondiale, renforcer la présence et la « voix » de la Chine dans les organisations internationales. Outre les capacités d'influence de la Chine dans les organisations internationales – qui sont apparues au monde plus largement avec le cas de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) pendant la crise pandémique –, les capacités d'innovation du pays ont également été sous-estimées. Il était courant il y a encore cinq ans d'entendre que la Chine, compte tenu de son système politique, ne serait pas en mesure d'innover, ne pourrait pas développer autre chose que de simples copies de produits étrangers. Aujourd'hui, ses capacités – diplomatiques comme technologiques – sont reconnues et suscitent un certain nombre d'inquiétudes, notamment dans des secteurs où la Chine s'avère aussi, voire plus, compétitive que ses concurrents étrangers. Désormais, ce sont surtout ses ambitions idéologiques et sa stratégie de coalition qui demeurent sous-estimées.

Le processus de fermeture de la Chine observé au cours des trois dernières années devrait se poursuivre dans les prochaines années, pour au moins trois raisons. Tout d'abord, la crise pandémique, et notamment

la politique dite « zéro Covid » défendue par les autorités chinoises, continue de fortement limiter les chaînes de production et logistiques liant la Chine avec le monde. Ensuite parce que les tensions économiques et technologiques sont toujours fortes et rythmées par l'élargissement du domaine des sanctions et contre-sanctions de part et d'autre. Enfin parce que les sanctions contre la Russie auront pour conséquences indirectes de conforter la Chine dans sa politique d'auto-suffisance. Du point de vue de Pékin, les sanctions rapides et massives à l'égard de Moscou confirment qu'il est indispensable de limiter l'interdépendance économique avec les pays occidentaux, car certains d'entre eux, hostiles aux positions chinoises (sur le Xinjiang ou Taïwan, par exemple), pourraient du jour au lendemain sanctionner fortement la Chine – comme ils l'ont fait avec la Russie. Ainsi, dans les médias d'État, les commentaires chinois appellent à ne pas avoir peur des sanctions américaines, et en parallèle à renforcer plus que jamais la diversification des partenariats commerciaux avec des pays tiers (autres que les États-Unis et leurs alliés), y compris avec la Russie, tout en rappelant au passage que la Chine est déjà le premier partenaire commercial de plus de cent vingt pays¹. Assurément, le pays ne s'engage pas dans un processus de fermeture total, mais partiel, avec les États-Unis et leurs alliés en premier lieu.

Cette fermeture restera probablement restreinte aux pays dits « occidentaux », perçus comme hostiles. Il est difficile d'imaginer une Chine isolée dans les prochaines

1. Voir par exemple cette tribune « *GT Voice : Should China be afraid if the US expands sanctions from Russia ?* », *Global Times*, 20 juillet 2022.

années, tant sa volonté d'« élargir le cercle d'amis » est forte et tant les liens avec un grand nombre de pays africains, d'Amérique latine ou d'Asie du Sud-Est se sont renforcés et diversifiés ces dernières années (coopération militaire, diplomatique et institutionnelle, technologique...), y compris pendant la crise pandémique. Pékin continuera probablement à promouvoir sa stratégie de coalition, y compris auprès de pays faisant face à des sanctions. En outre, il est peu probable que la Chine réduise ses importations d'hydrocarbures russes dans les prochaines années. En mai 2022, plusieurs mois après l'invasion de l'Ukraine par la Russie, les importations chinoises de pétrole brut en provenance de Russie ont augmenté de 55 % par rapport à l'année précédente (mai 2021) – la Russie remplaçant ainsi l'Arabie saoudite comme premier fournisseur de pétrole de la Chine, et cela, malgré les sanctions qui pèsent sur elles. Déjà, en dépit des sanctions américaines contre l'Iran, la Chine avait continué à importer du pétrole iranien (près de 7 % du volume total de ses importations de pétrole brut), souvent en les faisant passer pour des importations en provenance d'autres pays¹.

Indéniablement, Pékin cherche à proposer, à chaque fois que cela est possible, des alternatives à l'offre occidentale. C'est le cas dans les domaines technologique, militaire ou spatial. Dans certains secteurs, tels que le développement des infrastructures de transport, la proposition alternative a changé de camp : la proposition chinoise a pris tellement d'ampleur qu'elle est devenue une référence, menant certains acteurs américains et européens à développer des stratégies pour

1. Chen Aizhu, « *China May oil imports from Russia soar to a record, surpass top supplier Saudi* », Reuters, 20 juin 2022.

proposer des « alternatives » à l'offre chinoise. Ainsi, l'Union européenne tente, en développant actuellement sa stratégie de connectivité, de proposer des solutions alternatives à certains pays (d'Asie du Sud-Est par exemple) qui souhaiteraient mettre sur pied des projets d'infrastructures de transports ou de télécommunications sans exclusivement traiter avec la Chine. L'Europe ne pourra rester dans la compétition qu'en menant dès à présent un fort activisme diplomatique et technologique, sur le plan bilatéral comme au sein des organisations internationales. Il lui faudra pour cela renforcer les relations avec ses partenaires démocratiques traditionnels, mais aussi de nombreux autres pays, au-delà des territoires européens et américains, avec ambition et dynamisme.

À la question posée plus haut : la Chine a-t-elle l'ambition de voir advenir un monde post-américain, où elle occupera la position dominante ?, la réponse est oui, sans équivoque, pour des raisons à la fois pragmatiques (être davantage en mesure de défendre ses intérêts et ses positions), idéologiques (il est temps d'œuvrer à la « victoire ultime » du socialisme sur le capitalisme) et émotionnelles (il est temps de mettre fin à l'humiliation occidentale).

Les organisations internationales ne seront sans doute pas en mesure d'atténuer la guerre des coalitions, au contraire, elles risquent d'être plus que jamais des « théâtres d'opérations » des luttes d'influence sans merci. Il est peu probable que la Chine parvienne à promouvoir une organisation du monde qui fasse consensus. À l'OMS comme ailleurs, nombreux sont les pays à suivre avec vigilance et scepticisme l'activisme chinois. La place grandissante de la diplomatie chinoise au sein de certaines institutions et agences de

l'ONU (telles que le Conseil des droits de l'homme) fait naître les soupçons sur la neutralité voire la légitimité de celles-ci. De plus, il est plausible que des organisations internationales perdent encore plus de crédibilité, dans la mesure où certaines ne pourront plus réunir à la même table les deux premières puissances économiques mondiales, dans un contexte de rivalité sino-américaine persistante, et d'opposition systématique entre coalitions de pays.

Sur le plan géopolitique, Taïwan va plus que jamais être le point de cristallisation des tensions sino-américaines. Le grand renouveau de la nation chinoise voulu par Xi Jinping passe par la récupération de Hong Kong, mais aussi, à plus long terme, de Taïwan, avec cette idée de corriger des « erreurs » de l'histoire. Les tensions se sont déjà fortement renforcées en août 2022, après la visite sur l'île de Nancy Pelosi, la présidente de la Chambre des représentants, vivement critiquée par Pékin, qui avait lancé en représailles une série d'exercices militaires d'une ampleur inédite. Et 2024 sera une année particulièrement tendue avec la tenue de deux échéances électorales que la Chine suivra avec la plus grande attention : les élections présidentielles américaines et taïwanaises.

Sur cet enjeu comme sur d'autres, la difficulté de dialoguer décrite précédemment risque de se banaliser dans les prochaines années avec une lecture totalement différente des guerres et crises du monde, une attribution totalement différente des responsabilités et une identification totalement différente des réponses à apporter. C'est déjà le cas concernant la guerre en Ukraine, mais aussi, plus largement, la prolifération nucléaire, parmi d'autres enjeux. Par exemple, lorsque Guo Xiaobing, directeur de recherche au China Institutes

of Contemporary International Relations (CICIR – un think tank affilié au ministère de la Sécurité d'État), « tire la sonnette d'alarme » concernant la prolifération nucléaire, il ne pointe pas du doigt l'Iran, mais les États-Unis et l'accord récemment signé avec ses alliés britannique et australien (AUKUS)¹.

L'idéologisation des discussions et analyses internationales se renforce – une dynamique naturelle puisque des divergences idéologiques majeures existent actuellement entre gouvernements. Progressivement, la « guerre des récits » (« *battle of narratives* » – expression employée par Josep Borrell²) prend une telle ampleur – rappelant parfois la guerre froide – que même les démocraties commencent à se réengager dans de grandes tirades faisant la promotion de leurs systèmes politiques. Mais « montrer au monde que les démocraties sont de meilleurs systèmes », comme l'appelait Stefano Sannino, le secrétaire général du service d'Action extérieur de l'Union européenne³ (EEAS), est non seulement une tâche difficile, mais elle pourrait aussi être contre-productive si trop rigide, en décalage avec la nature même des démocraties.

De nombreux pays entretiennent pour l'instant une relation relativement volatile avec la Chine – l'approche changeant au rythme des élections et des gouvernements en place, certains étant explicitement plus enclins

1. 郭晓兵：逆裁军趋势敲响全球安全警钟，环球时报，12 juillet 2022, <https://opinion.huanqiu.com/article/48mtdlIppqR>.

2. Koen Doens, « *We have a story to tell* », lors du séminaire « Transatlantic Cooperation on Connectivity Strategy » de la Commission européenne, 12 avril 2021.

3. Le 13 avril 2021 à l'occasion de l'« EU-India Think Tanks Annual Conference », dont le sujet était « EU and India leading the global recovery » (conférence en ligne).

à développer des liens avec elle, d'autres plus réticents. Cette volatilité continuera probablement à être observée dans les prochaines années, alors que la Chine entretient un certain flou sur l'étendue géographique de ses partenariats, et n'envisage pas de les formaliser (par des traités d'alliance, par exemple). Toutefois, à plus long terme, certaines relations bilatérales se consolideront et se stabiliseront sous l'effet de deux développements principaux, souvent entremêlés : l'exportation d'équipements de défense chinois et l'exportation d'équipements technologiques chinois. Compte tenu du coût et de la durée de certains programmes de défense ou de télécommunication, la signature de contrats avec la Chine dans ces domaines engage les pays signataires à entretenir des relations sur la durée, et cela même en cas de changement de gouvernement ou de position vis-à-vis de la Chine : les infrastructures de télécommunications restent les mêmes (les coûts d'un retrait ou d'un remplacement étant trop élevés), tout comme les équipements militaires achetés précédemment, et compte tenu de l'impératif d'interopérabilité entre ces équipements.

De manière générale, le champ technologique sera plus que jamais au cœur de la rivalité entre puissances, avec un gouvernement chinois bien décidé à consolider son leadership et à limiter sa dépendance aux composants et services étrangers dans un maximum de secteurs. La rivalité entre les alliés des États-Unis et le cercle des « amis de la Chine » se jouera aussi de plus en plus dans le champ de l'armement et des équipements de défense. Ce dernier est large et inclut les technologies dites *dual*, dont les usages peuvent être à la fois civils et militaires.

La capacité d'attraction de la Chine et de consolidation d'un groupe de pays amis dépendra pour beaucoup de l'évolution de sa puissance économique et technologique dans les prochaines années, et surtout de sa puissance économique et technologique relative, par rapport aux États-Unis et à l'Europe, à la suite des effets de la crise pandémique. Si son désir de devenir puissance économique n° 1 devant les États-Unis se matérialise en effet, comme elle l'appelle de ses vœux, d'ici à 2030, alors il est difficile d'imaginer à cette échéance une Chine isolée, qui n'arriverait plus à séduire ses premières « cibles », les pays en développement, en quête d'investissements et de technologies. Sans aucun doute la Chine continuera-t-elle à se positionner au niveau bilatéral et au sein des organisations multilatérales comme le promoteur de la relance de l'économie mondiale. Elle continuera de chercher à cette occasion à promouvoir une forme alternative de mondialisation¹, où sa monnaie, ses plateformes de e-commerce, ses normes, ses infrastructures, ses centres logistiques occuperaient une place de plus en plus importante. La guerre des coalitions est plus que jamais ouverte.

1. Xi Jinping déclarait ainsi, en novembre 2020 : « Il faut renforcer la coordination des politiques macroéconomiques, promouvoir la mise en œuvre de l'Initiative pour la facilitation des flux transfrontaliers de personnes et de marchandises et garantir le fonctionnement sûr et sans à-coup des chaînes industrielles et d'approvisionnement. » Extrait du discours « Travaillons main dans la main pour vaincre la Covid-19 et promouvoir la coopération », *op. cit.*